

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À WALLIS-ET-FUTUNA

La consommation des ménages stimule l'activité économique

À l'instar du premier trimestre, l'activité économique est portée par la consommation des ménages. L'activité commerciale reste bien orientée. L'ouverture récente d'une nouvelle grande surface sur l'île de Wallis a permis de faire pression sur les prix, notamment sur ceux des produits alimentaires. Les importations du Territoire sont une nouvelle fois en progression sur le trimestre.

Le ralentissement de l'activité du secteur du BTP se confirme. Les effectifs sont en repli et certaines entreprises ont temporairement cessé leur activité. Quelques chantiers d'envergure sont programmés en fin d'année (Hôpital, Capitainerie de Futuna) dont le principal, pour 2015, est celui du quai de Leava à Futuna, financé à hauteur de 1,83 milliard de F CFP dans le cadre du X^e FED. Des chantiers privés sont néanmoins susceptibles d'être engagés au second semestre. Dans ce contexte incertain, les entreprises apparaissent pessimistes et reportent leurs projets d'investissement dans l'attente d'une meilleure visibilité sur l'avenir.

DES PERSPECTIVES INCERTAINES DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

Le rythme de croissance de l'économie chinoise se stabilise à un niveau élevé (+7,5 % sur un an, après +7,4 % au trimestre précédent). Cette croissance rapide est soutenue par une embellie de la demande étrangère et par les mesures de relance gouvernementales récemment engagées. Elle pourrait toutefois ralentir dans les mois à venir en raison des risques liés aux restructurations industrielles en cours et aux difficultés du marché immobilier.

L'économie japonaise se replie. Le PIB recule de 1,7 % sur le deuxième trimestre, après +1,6 % au trimestre précédent. Cette baisse de l'activité économique s'explique principalement par la contraction des dépenses des ménages en réaction à la hausse de 3 points du taux de la taxe sur la consommation, qui est passé à 8 % début avril. Sur un an, le PIB japonais reste stable (-0,1 %).

Au deuxième trimestre, la croissance du PIB australien ralentit en volume (+0,5 % CVS, après +1,1 %), en lien avec la baisse des exportations. La banque centrale australienne (RBA) a reconduit à +2,5 % son taux directeur principal, inchangé depuis le 7 août 2013, dans un contexte de très faible inflation (+0,5 % sur le trimestre, et 3,0 % sur un an).

En Nouvelle-Zélande, le PIB croît à un rythme stable en volume (+1,0 % au premier trimestre, après +0,9 % au dernier trimestre 2013). Au deuxième trimestre, les prix à la consommation enregistrent une augmentation mesurée (+0,3 %, +1,6 % sur un an). La banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a une nouvelle fois relevé son taux directeur principal de 25 points de base, le portant à 3,5 %, soit 100 points de base de plus qu'en mars 2014. Inchangé depuis mars 2011, ce taux progresse régulièrement depuis mars 2014.

Recul de l'indice des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation se replie de 1,8 % sur le trimestre après une légère augmentation au cours des trois premiers mois de l'année (+0,1 %). Les prix des produits alimentaires enregistrent la plus forte contraction (-2,8 %). Selon le service territorial de la Statistique et des Études économiques (STSEE), cette évolution s'explique par un réajustement des prix suite à l'émergence d'un nouveau concurrent. De même, le renforcement du dispositif du bouclier qualité-prix 2014, entré en vigueur le 1^{er} avril dernier, a permis de fixer le prix d'un panier de treize produits de grande consommation. Les prix des services affichent une baisse de 2,1 % sur le trimestre. Dans une moindre mesure, les prix de l'énergie et des produits manufacturés reculent respectivement de 1,0 % et de 0,8 %.

Au 30 juin 2014, l'indice des prix à la consommation se replie de 0,5 % en rythme annuel. Les prix des produits alimentaires et de l'énergie sont respectivement en diminution de 5,5 % et de 3,1 % sur la période. À l'inverse, les prix des services et des produits manufacturés ressortent en hausse de 5,0 % et 1,6 % sur l'année.

Perspectives négatives sur le niveau d'emploi

À fin décembre 2013, l'emploi total déclaré à la Caisse des prestations sociales de Wallis-et-Futuna (CPSWF) reste stable, autour de 2 300 salariés déclarés (-0,4 % en rythme trimestriel). Le secteur privé affiche des effectifs en baisse (-3,0 % par rapport à fin septembre 2013) de plus d'une vingtaine de personnes. Le nombre d'emplois dans le secteur public enregistre, quant à lui, une hausse de 1,2 % sur la même période.

Après une année 2013 dynamique, soutenue notamment par le BTP et la commande publique, le nombre total d'emplois déclarés devrait s'inscrire en diminution au cours du premier semestre 2014. Les quelques chantiers prévus en fin d'année 2014 permettront néanmoins de limiter le recul de l'emploi salarié sur le Territoire.

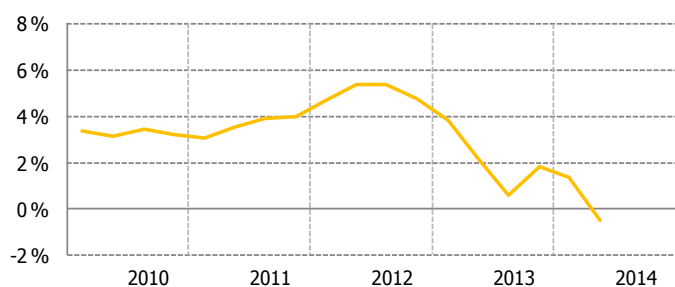
La consommation des ménages reste bien orientée

Au 30 juin 2014, les importations de biens de consommation progressent de 8,2 % (données CVS, +1,7 % sur l'année) en lien avec l'ouverture récente d'une grande surface sur l'île de Wallis. Les importations d'articles d'habillement affichent une hausse plus modérée sur le trimestre (+2,3 %, CVS) mais progressent sensiblement en rythme annuel (+52,4 %). Enfin, les importations de biens d'équipement enregistrent une augmentation de 44,3 % sur le trimestre et de 21,8 % sur l'année (données CVS).

Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs affiche une hausse de 83,6 % ce trimestre (données CVS).

L'encours des crédits à la consommation recule de 2,1 % en rythme trimestriel (-1,5 % sur l'année). Sur le trimestre, le nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire se replie de 4,5 %. Au deuxième trimestre 2014, les retraits de cartes bancaires sont plus nombreux (+13,0 %) tandis que les incidents de paiements sur chèques se contractent de 16,2 % sur la même période.

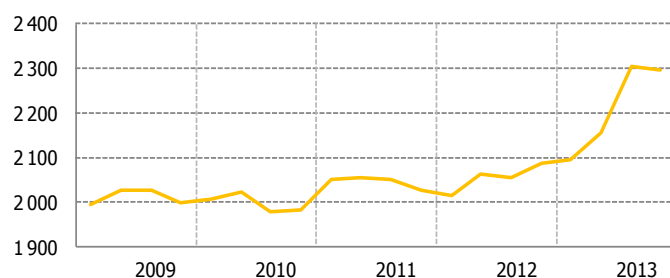
Indice des prix à la consommation



Source : STSEE, données trimestrielles

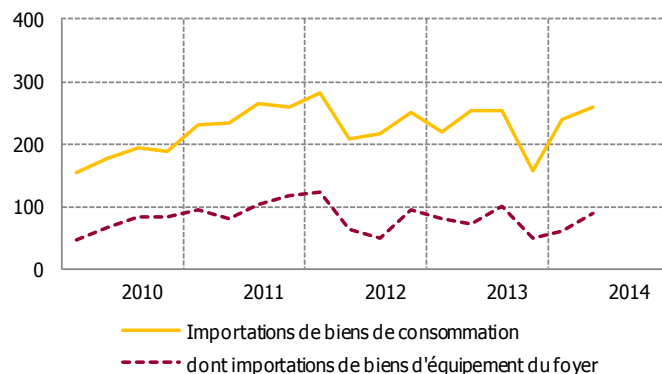
En glissement annuel

Emploi total déclaré localement



Source : CPSWF

Importations de biens de consommation (millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

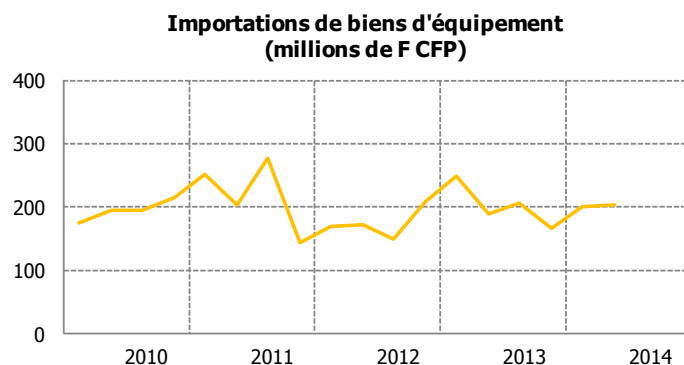
L'investissement des entreprises peine à repartir

Les importations de biens d'équipement ralentissent au cours du deuxième trimestre (+1,6 % après +12,4 % à fin mars 2014, données CVS).

À fin juin, les concours accordés aux entreprises se replient de 6,6 % au cours des trois derniers mois et de 8,6 % en rythme annuel pour atteindre un encours de 2,06 milliards de F CFP. En effet, l'encours des crédits d'investissement, qui représentent 87 % de l'endettement total, enregistre une contraction de 4,5 % sur le trimestre et de 7,6 % sur l'année.

Le nombre de personnes morales en situation d'interdiction bancaire demeure à un niveau stable sur le trimestre. Le taux de créances douteuses brutes détenues par les établissements de crédit sur les entreprises croît de 0,9 point en trois mois, à 13,4 % (+0,7 point sur l'année).

Le nombre d'acquisitions de véhicules utilitaires neufs progresse néanmoins de 9,0 % sur le trimestre et de 7,4 % sur l'année (données CVS).

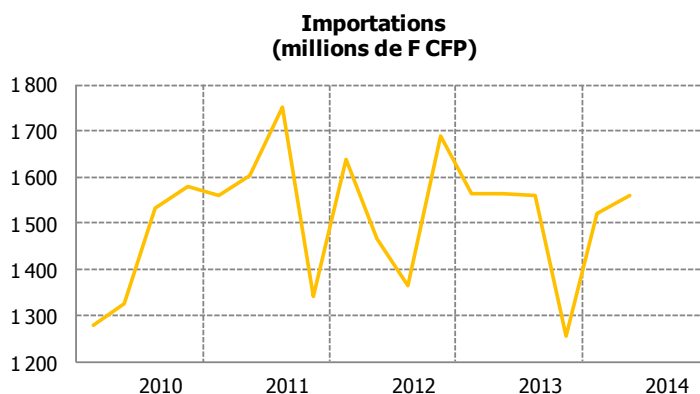


Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Nouvelle augmentation des importations

Au 30 juin, les importations du Territoire s'élèvent à 1,56 milliard de F CFP, en hausse de 2,6 % sur le trimestre (données CVS). L'ouverture récente d'une nouvelle grande surface a sensiblement contribué à cette évolution du niveau d'importation au cours du trimestre. Les importations de produits de l'industrie automobile affichent la plus forte progression en rythme trimestriel (+40,5 %). Les importations de produits énergétiques et des industries agricoles et alimentaires enregistrent une hausse modérée (respectivement +2,2 % et +3,6 %).

Corrigées des variations saisonnières, les importations restent stables en rythme annuel (-0,4 %). La forte chute des importations de biens intermédiaires sur l'année (-25,0 %) est compensée par les hausses combinées des importations des produits de l'industrie automobile (+73,7 %) ainsi que des produits énergétiques (+1,2 %) sur la même période.



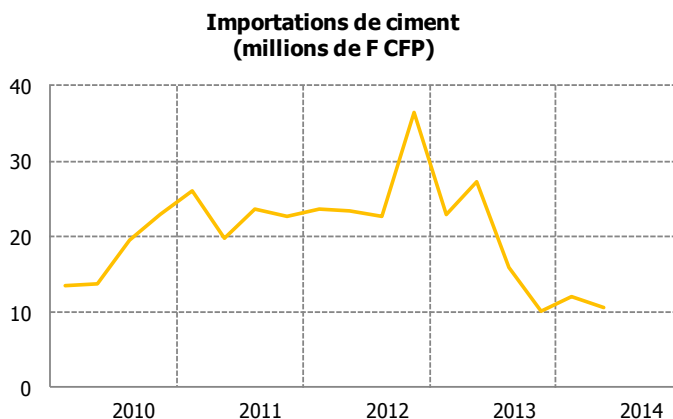
Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

BTP : une reprise difficile, des espoirs pour fin 2014

Le secteur du BTP apparaît fragile depuis la finalisation des chantiers d'envergure. La sensible contraction de la commande publique pèse sur l'activité du secteur. Pendant le trimestre, certaines entreprises ont eu recours à des fermetures temporaires. Les importations de ciment, relativement faibles, s'établissent à près de 11 millions de F CFP, soit le plus faible niveau depuis 2009. Fin 2013, les effectifs déclarés du secteur ressortent en sensible diminution (-34,8 % sur le trimestre et -14,6 % sur l'année), en lien avec le faible nombre de chantiers adressés aux entreprises.

Quelques projets privés sont néanmoins annoncés dans le secteur du commerce ; ceux-ci devraient mobiliser les entreprises et permettre le maintien d'un certain niveau d'activité du BTP dans les prochains mois. Des chantiers publics sont également prévus pour fin 2014 (Hôpital, Capitainerie de Futuna). Les travaux relatifs au projet de téléphonie mobile, d'un montant total de 763 millions de F CFP, devraient commencer en fin d'année 2015.



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

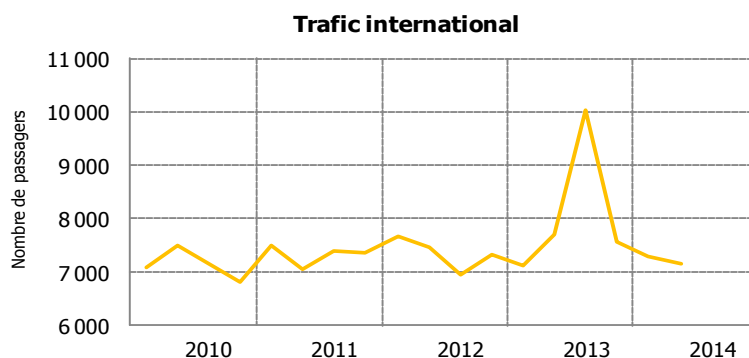
L'activité commerciale se maintient

Après un premier trimestre soutenu, les importations de biens de consommation se maintiennent à un niveau satisfaisant. Corrigées des variations saisonnières, elles progressent de 8,2 % sur le trimestre après une hausse de 40,9 % au 31 mars et de 1,7 % sur l'année. Les importations de produits alimentaires enregistrent une hausse de 1,0 % au cours des trois derniers mois et de 4,7 % sur l'année. L'ouverture d'une nouvelle grande surface en avril dernier explique pour l'essentiel l'évolution observée. L'enseigne envisage d'ouvrir deux autres commerces, au Nord et au Sud de Wallis. Ce nouveau contexte de concurrence n'est pas sans inquiéter les professionnels du secteur installés localement.

Déclin de la fréquentation du Territoire

Au 30 juin, les statistiques relatives à la fréquentation du Territoire affichent un repli de 1,9 % sur le trimestre et de 7,2 % sur l'année. Corrigées des variations saisonnières, le nombre de passagers au départ ou à l'arrivée de Wallis vers l'international s'établit à 7 149 contre 7 287 au trimestre précédent, période de retour de grandes vacances scolaires.

En 2013, la desserte aérienne du Territoire avait profité de l'organisation des Mini-Jeux du Pacifique à l'origine de la visite d'un grand nombre de voyageurs sur Wallis-et-Futuna.



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE INÉGALE

La croissance mondiale a marqué le pas au premier trimestre de 2014, le taux de croissance annuel s'inscrivant à 2,8 % contre 3,8 % au deuxième semestre de 2013. Le FMI a ainsi révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2014, dans un contexte d'aggravation des risques géopolitiques et de perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents. Après 3,2 % en 2013, la croissance mondiale atteindrait 3,4 % en 2014 puis 4 % en 2015.

La croissance économique a rebondi au deuxième trimestre de 2014 aux États-Unis après le ralentissement enregistré au premier trimestre, dû à une importante correction des stocks et un hiver rigoureux. Les perspectives de l'économie américaine demeurent favorables, du fait d'un rééquilibrage budgétaire plus modéré et d'une politique monétaire accommodante. La reprise de l'investissement devrait être limitée. Le FMI a de nouveau abaissé sa prévision de croissance aux États-Unis à 1,7 % en 2014 après 1,9 % en 2013.

Le PIB de la zone euro est resté stable au cours du deuxième trimestre de 2014 après une progression de 0,2 % au trimestre précédent. En particulier, le PIB de l'Allemagne a baissé de 0,2 % au deuxième trimestre en raison d'une contribution négative du commerce extérieur et de la baisse des investissements. Selon le FMI, les risques baissiers demeurent préoccupants. Des chocs défavorables pourraient causer une inflation durablement faible ou une baisse des prix. Après deux années de contraction du PIB, le rythme de croissance passerait à 1,1 % en 2014 mais resterait inégal dans la région.

La France a vu son PIB en volume stagner au deuxième trimestre de 2014, comme au premier trimestre. Cette évolution s'explique, à l'instar de l'Allemagne, par un nouveau recul de l'investissement des entreprises et un ralentissement des exportations. Le FMI prévoit une croissance de 0,7 % en 2014 après 0,3 % en 2013.

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement devrait légèrement ralentir, à 4,6 % en 2014 et serait suivie d'un rebond à 5,2 % en 2015. En particulier, le ralentissement progressif des performances de l'économie chinoise s'explique par un fléchissement de la demande intérieure lié à la maîtrise de l'expansion du crédit. La croissance devrait également ralentir fortement en Russie, les tensions géopolitiques affaiblissant la demande. Dans les autres pays émergents, le repli de la demande explique une moindre progression de l'investissement et un ralentissement de la croissance.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

L'analyse de conjoncture économique locale fournie dans cette note trimestrielle s'appuie sur l'exploitation d'indicateurs macroéconomiques disponibles. Celle-ci est complétée par une étude sectorielle, rédigée en partie à l'aide d'une enquête « à dire d'experts » : il s'agit de recueillir tous les trimestres l'opinion d'un certain nombre de chefs d'entreprise représentatifs des secteurs d'activité structurants pour le Territoire des îles Wallis et Futuna (BTP, commerce, tourisme...). Une partie des données fait l'objet d'un traitement pour les corriger des variations saisonnières (CVS).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.ieom.fr.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE - Responsable de la rédaction : G. DELAMAIRE - Éditeur et imprimeur : IEOM
Achévé d'imprimer : septembre 2014 - Dépôt légal : septembre 2014 - ISSN 1968-6277